



Communauté d'Agglomération du Calaisis

76 boulevard Gambetta

62101 CALAIS

Pôle des Moyens Opérationnels

**Gestion et Maintenance des
Espaces Publics et des Réseaux**

Collecte, évacuation et traitement des déchets abandonnés dans les espaces publics communautaires

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

SOMMAIRE

Article premier - Objet et caractéristiques principales du Marché

- 1.1 - Objet des prestations
- 1.2 - Tranches et Lots
- 1.3 - Forme du marché
- 1.4 - Durée du marché
- 1.5 - Montant du marché
- 1.6 - Identification des parties
 - 1.6.1 - Pouvoir adjudicateur - Opérateur économique
 - 1.6.2 - Organisation du pouvoir adjudicateur
 - 1.6.3 - Déclaration de sous-traitance en cours de marché
- 1.7 - Forme des notifications des décisions

Article 2 - Documents contractuels

Article 3 - Délai d'exécution - Pénalités - Prime d'avance

- 3.1 - Délai d'exécution
- 3.2 - Prolongation de délai
- 3.3 - Pénalités

Article 4 - Conditions d'exécution

- 4.1 - Bons de commande
- 4.2 - Emballage
- 4.3 - Transport
- 4.4 - Modalités d'exécution
- 4.5 - Lieu d'exécution des prestations
- 4.6 - Surveillance en usine
- 4.7 – Opérations de vérifications
- 4.8 – Décision après vérifications

Article 5 - Garantie technique

Article 6 - Retenue de garantie

Article 7 - Marchandises remises au titulaire

Article 8 - Prix

Article 9 - Délai de paiement

Article 10 - Avance

Article 11 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde

Article 12 - Droit, Langue, Monnaie

Article 13 - Pénalités

Article 14 - Formation

Article 15 - Résiliation du marché

Article 16 - Dérogations au CCAG

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Article premier - Objet et caractéristiques principales du Marché

1.1 - Objet des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Collecte, évacuation, et traitement de déchets abandonnés sur les espaces publics de la Communauté du Calaisis.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - Tranches et Lots

Les prestations sont divisées en lots définis comme suit :

1. Lot n° 1 : Amiante et déchets amiantés.
2. Lot n° 2 : Autres déchets

Soit un montant total de 208 000 € HT pour la durée totale du marché.

1.3 - Forme du Marché

Accord cadre mono attributaire à bons de commande, sans minimum de commandes et avec un maximum de commandes conformément aux dispositions des articles 78 et 80 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour le lot n°1 « amiante et déchets amiantés » : sans minimum de commandes et avec un maximum de commandes de 10 000 € HT par an.

Pour le lot n°2 « autres déchets » : sans minimum de commandes et avec un maximum de commandes de 42 000 € HT par an.

Soit un montant total de 208 000 € HT pour la durée totale du marché.

1.4 - Durée du Marché

Le Marché commence à partir de la notification du marché pour une durée de 1 an, renouvelable 3 fois par reconduction expresse de 12 mois.

Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ♦ l'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles (AE);
- ♦ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ♦ le Règlement de Consultation (RC) ;
- ♦ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des différents lots;
- ♦ le Détail Quantitatif et Estimatif servant de bordereau d'aide à la décision (DQE) ;

- ♦ Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU);
- ♦ l'offre technique et financière du titulaire.

Article 3 - Délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont :

Lot N° 1 : 2 semaines maximum à partir de l'acceptation (tacite ou non) du Plan de Prévention par l'Inspection du Travail

Lots N°2 : 72 heures maximum à compter de l'envoi du fax ou mail,

Article 4 - Conditions d'exécution

4.1 - Bons de commande

Pas de stipulations particulières.

4.2 - Emballage

Sans objet.

4.3 - Transport

Sans objet.

4.4 - Modalités d'exécution

Les prestations sont exécutées conformément au CCTP

4.5 - Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées principalement sur les lieux suivants :

- Zone d'activités des Dunes
- Zone d'activités Marcel Doret, et ses sous-secteurs,
- Zone d'activités Transmarck
- Parc d'activités Virval
- Site Naturel Protégé du Colombier Virval
- Aire d'Accueil des Gens du Voyage
- Aéroport
- Zone des Terrasses
- ainsi que tous sites, Zones et autres équipements de CAP Calaisis

4.6 - Surveillance en usine

Sans objet.

4.7 - Opérations de vérifications

Voir CCTP.

4.8 - Décisions après vérification, l'admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG fournitures et services.

Article 5 - Garantie technique

Sans objet.

Article 6 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Article 7 - Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

Article 8 - Prix

8.1 - Forme des prix

Le Marché est traité à prix unitaires selon les quantités réalisées.

8.2 - Variation des prix

8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'octobre 2016. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

8.2.2 - Type de variation des prix

Tous les prix du présent marché sont révisibles selon les mêmes modalités spécifiées ci-après.

La révision sera faite à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P/P_0 = 0,15 + 0,85 (0,75 \times (\text{NAT} + \text{CS1}) / \text{NAT}_0 + \text{CS1}_0) + 0,15 \text{ IM/IM}_0 + 0,10 \text{ ES/ES}_0$$

Les indices retenus pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût des prestations sont les suivants :

Indice	Définition
ICHT rév TS	Indice salaires « Transprt et entreposage »
IM	Indice matériel / source FNTF

Les indices sont publiés au bulletin mensuel de la statistique et sur le site www.insee.fr;

Pour la mise en oeuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La variation des prix est limitée à 6 %. Cela se traduit de la manière suivante : à la date anniversaire du marché, application de la formule de révision. Si coefficient de variation est inférieur à 6%, application de ce dernier. Si coefficient de variation supérieur à 6 %, application de 6 %.

Clause de butoir

La variation des prix ne peut en aucun cas excéder le prix initial majoré de 6.00 %.

Article 9 - Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Article 10 - Avance

Sauf refus du titulaire, une avance est versée à l'entrepreneur dans les conditions prévues à l'article 110 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Sous réserve des dispositions de l'article 135 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 45 jours compté à partir de la date de début d'exécution des travaux au titre desquels est accordée cette avance.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des travaux exécutés au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

En cas de marché reconductible, les dispositions du présent article s'appliquent sur le montant des prestations de la période initiale et sur le montant de chaque reconduction.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des travaux est au moins égal à 50 000 € HT.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 11 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues au C.C.A.G. fournitures et services, notamment en son article 11.8.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

Article 12 - Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles 133 et 134 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : Entretien des zones d'activités. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."

Article 13 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les dispositions relatives aux pénalités sont les suivantes :

L'ensemble des observations portées sur les bons d'exécutions servira de base pour juger l'exécution des prestations.

Les pénalités seront appliquées sur la facture correspondant aux prestations mises en cause.

- **Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G., le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations non justifiées ou non autorisées par le pouvoir adjudicateur, la pénalité journalière de 100 €/HT.

Article 14 - Formation

Sans objet.

Article 15 - Résiliation du Marché

Les clauses des articles 29 à 36 du C.C.A.G. sont applicables.

Article 16 - Dérogations au CCAG

Il est dérogé aux articles suivants du C.C.A.G. :

- ◇ L'article 13 du présent cahier déroge à l'article 14 du C.C.A.G.